



Barack Obama et les frappes aériennes contre *Daesh* Un tournant fondamental de la politique étrangère des Etats-Unis



Le 10 juin 2014, les insurgés de *Daesh* prennent la ville de Mossoul, au Nord de l'Irak. Cet événement permet aux djihadistes de prolonger une offensive d'envergure dans le reste du pays. Le 8 août, face à la déroute de l'armée irakienne et aux exactions des islamistes, et après avoir longuement refusé toute implication dans ce conflit, **le président américain Barack Obama autorise les frappes aériennes sur les positions des terroristes**. Pour ce président, élu en grande partie sur une promesse d'un retrait américain d'Irak, **cette décision est hautement symbolique**. Elle marque **un revirement fondamental de sa politique étrangère**.

Le retrait d'Irak, pilier de la politique étrangère de Barack Obama

Le 44^e président des Etats-Unis est un opposant de longue date à l'intervention américaine en Irak. Dès 2002, le sénateur de l'Illinois qualifie les velléités de l'administration de Georges W. Bush de « *guerre stupide* ». Une posture qui le place également en opposition par rapport à certains démocrates (Hillary Clinton et John Kerry entre autres). Il s'agit d'une constante de sa carrière politique (entre 2002 et 2008) et c'est en grande partie sur cette position qu'il est élu en 2008.

Pour cet ancien professeur de droit constitutionnel, **le refus du recours à la force armée** (comprendre ici : un large déploiement de troupes au sol) **relève d'une véritable idéologie** et non d'un opportunisme. Cette conviction a eu des répercussions sur ses relations avec les généraux et avec le Pentagone, peu à peu mis à l'écart du processus décisionnel, au profit du *Department of State*. Le choix du recours quasi systématique aux drones peut d'ailleurs être en partie vu comme l'illustration de cette éviction. De manière générale, Barack Obama prend ses décisions en s'appuyant sur une équipe réduite fonctionnant en vase clos, mais au sein de laquelle les divergences existent (notamment sur la Syrie)¹.

Toutefois, **ses positions actuelles sur le conflit irakien reflètent également les hésitations de l'opinion publique et de la classe politique américaine**.

Entre politique intérieure et action diplomatique, les raisons d'un revirement

La décision américaine intervient au moment où la ville d'Erbil est assiégée par les djihadistes. Cette attaque de la capitale du Kurdistan irakien surprend les Occidentaux à plusieurs titres. D'une part, ils ne croyaient pas que les islamistes s'en prendraient aussi rapidement aux Kurdes. D'autre part, les défaites successives des *Peshmergas*, que l'on pensait militairement plus efficaces que l'armée irakienne, ont également surpris.

L'administration Obama a été contrainte de réagir rapidement face au problème d'Erbil. En effet, de nombreux Américains (militaires, diplomates, humanitaires) s'y trouvent alors. Lors d'un briefing, le général Martin Dempsey, chef d'état-major des armées, signifie clairement au Président « *le risque d'un nouveau Benghazi* ». L'évocation de l'attentat de septembre 2012, ayant coûté la vie à quatre Américains (dont l'ambassadeur), fait figure d'étincelle². En effet, Barack Obama avait alors essayé de très nombreuses et virulentes attaques, y compris

1 David Rothkopf, *Can Obama's foreign policy be saved?* http://www.foreignpolicy.com/articles/2014/09/09/national_insecurity_obama_foreign_policy. Consulté le 26/10/2014.

2 The New York Times, *Fear of 'Another Benghazi' Drove White House to Airstrikes in Iraq*, 08/08/2014

de son propre camp, remettant en cause sa politique étrangère. Bien qu'il ne faille pas voir dans cette décision une simple et « froide » considération de politique intérieure (des élections sénatoriales, qui s'annoncent difficiles pour les Démocrates, auront lieu au mois de novembre), **il est certain que la perspective d'un désastre similaire à la Libye a poussé la Maison Blanche à agir rapidement**³.

Outre ce facteur conjoncturel, il faut noter que le **Kurdistan irakien** bénéficie d'un traitement particulier. Depuis 1991, les Kurdes irakiens ont mis en place une politique d'influence efficace à Washington, qui s'est en retour toujours mobilisée pour les soutenir. Ainsi, **cette enclave apparaît assez largement comme l'un des rares « safe heaven » américains dans la région** dont la perte potentielle a également motivé la décision de Barack Obama⁴.

Enfin, le fait d'intervenir en invoquant la protection des Kurdes et des Chrétiens permet aux Américains de s'émanciper d'une critique récurrente (en Irak) les accusant d'être les suppléants des Chiïtes.

De la défense d'Erbil à la coalition internationale contre l'Etat islamique : l'arme aérienne comme instrument stratégique privilégié

Le choix de Barack Obama correspond à sa stratégie habituelle, à savoir le recours au couple forces aériennes/forces spéciales et sur des partenaires étrangers (multilatéralisme). Dans le cas irakien, **ce mode d'action est également celui qui fait le plus consensus au sein de l'opinion publique**.

A travers l'action de John Kerry (l'un des rares diplomates véritablement expérimenté de Washington), **les Etats-Unis ont réussi à rassembler une large coalition contre Daesh**, parmi lesquels figurent d'anciens « sponsors » de l'organisation terroriste⁵. Cette dynamique n'est pas étrangère à l'action même de **Daesh, dont la violence systématique l'a conduit à multiplier les ennemis** sur la scène internationale. Enfin, les Etats-Unis sont parvenus à évincer l'ancien Premier ministre irakien (Nouri al-Maliki) dont l'intransigeance bloquait la formation d'une union nationale.

Le 10 septembre 2014, le président américain annonce l'intensification des frappes avec une extension aux positions de Daesh en Syrie. Toutefois, pour le moment, Damas et son allié Moscou ne se sont pas beaucoup manifestés sur cette extension des frappes. **La France y participe directement, au sein d'une coalition qui réunit une trentaine de pays**, dans une stratégie qui rappelle celle employée en Libye.

Le débat politique interne aux Etats-Unis : un facteur crucial pour l'évolution du conflit.

L'engagement américain soulève toutefois des interrogations. Barack Obama ayant agi sans avoir recours à un vote du Congrès, il devra certainement s'y soumettre. Or, l'incertitude quant à la configuration du Capitole demeure. En effet, **après les élections du mois de novembre on fait perdre à Barack Obama la majorité dans les deux Chambres, ce qui rend incertaine la perspective d'un vote favorable à la poursuite des frappes aériennes**. En outre, à la suite des exécutions des journalistes James Foley et Steven Sotloff, l'opinion américaine s'est galvanisée et le conflit s'est donc hissé au sommet de l'agenda politique interne aux Etats-Unis⁶. Plusieurs leaders politiques, dont certains apparaissent comme de potentiels candidats à la présidentielle de 2016, ont ainsi affiché leur position. C'est le cas notamment de Rand Paul, sénateur républicain issu du mouvement *Tea Party*. Affichant une posture très isolationniste vis-à-vis de l'Irak, il a toutefois voté en faveur de l'intervention face à *Daesh*. De manière générale, il n'y a pas de consensus sur la politique étrangère dans le camp Républicain. Ainsi, si **la décision de recourir aux frappes aériennes est peu remise en cause, c'est surtout la stratégie à long terme de Barack Obama qui fait l'objet des débats**. C'est à travers ce prisme que l'intervention risque d'être remise en cause.

Il est donc crucial de suivre le débat interne aux Etats-Unis pour savoir si cet engagement se prolongera sur le long terme⁷.

3 Maya Kandel, *Etats-Unis Irak, le retour*, <http://froggybottomblog.com/2014/08/14/etats-unis-irak-le-retour/>. Consulté le 12/10/2014.

4 Financial Times, *Threat to Kurds spurs US action*, 08/08/2014.

5 Il ne s'agit pas de financement direct de la part de l'Etat concerné. Par exemple, dans le cas du Qatar (le plus régulièrement cité dans ce cadre), les fonds passent par des intermédiaires (souvent étrangers) installés à Doha. Ces derniers distribuent ensuite les financements en fonction de leur réseau personnel.

6 Maya Kandel, *Amérique contre « Etat Islamique »: questions et contradictions d'une intervention*, <http://froggybottomblog.com/2014/10/02/amerique-contre-etat-islamique-questions-et-contradictions-dune-intervention/>, Consulté le 12/10/2014.

7 Voir le blog de Maya Kandel (IRSEM), <http://froggybottomblog.com/>, qui propose une veille mensuelle et une analyse détaillée de la politique interne et étrangère américaine.